



**HAL**  
open science

## Introduction du dossier Profession journaliste

Larbi Chouikha, Dris Cherif, Dominique Marchetti, Mostefaoui Belkacem

► **To cite this version:**

Larbi Chouikha, Dris Cherif, Dominique Marchetti, Mostefaoui Belkacem. Introduction du dossier Profession journaliste. *L'Année du Maghreb*, 2016, Profession journaliste Productions, pratiques, mobilités et échanges, II (15), pp.9-21. 10.4000/anneemaghreb.2768 . halshs-01433984

**HAL Id: halshs-01433984**

**<https://shs.hal.science/halshs-01433984>**

Submitted on 13 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Open licence - etalab

# Profession journaliste

Productions, pratiques, mobilités et échanges

sous la direction de  
Larbi CHOUIKHA, Cherif DRIS, Dominique MARCHETTI  
et Belkacem MOSTEFAOUI



---

## Introduction du dossier Profession journaliste

Larbi Chouikha\*, Chérif Dris\*\*,  
Dominique Marchetti\*\*\* et Belkacem Mostefaoui\*\*\*\*

Ce numéro se situe dans le prolongement logique des articles qui évoquent régulièrement les médias dans la revue, comme ce fut le cas notamment quand une rubrique avait été exceptionnellement dédiée à ce sujet (Chouikha, 2007 ; Hidass, 2007 ; Dris, 2012). Pour autant, le journalisme dans les pays du Maghreb est un terrain de recherche qui a été encore relativement peu investi. Des travaux ont certes été réalisés sur les médias de manière générale, sur les transformations du paysage audiovisuel en langue arabe, sur l'irruption des chaînes satellitaires et d'internet, comme sur les pratiques de réception<sup>1</sup>. Ils ont ainsi mis en évidence l'usage croissant des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), notamment des réseaux sociaux et la diffusion de supports médiatiques électroniques. À cette individualisation de la réception et des attentes (très inégalitaire selon les âges, les sexes et les milieux sociaux) vient s'ajouter une « ouverture » économique, inégale et mesurée selon les États, ainsi que l'émergence de nouveaux profils d'entrepreneurs médiatiques (Della Rata *et al.*, 2015). Plus récemment, les changements politiques qui se sont produits dans la région MENA ont été l'occasion de prêter aux médias un rôle déterminant dans le déclenchement des mobilisations sociales et des événements qui ont suivi. Comme l'ont montré plusieurs auteurs (voir par exemple, Chouikha et Gobe, 2011 ; Ferjani et Mattelart, 2011 ; Lecomte, 2013), cet effet a été largement surévalué.

Mais, au regard des enjeux sociaux, politiques et économiques qu'il représente, le journalisme en tant que pratique concrète n'a pas suscité l'attention qu'il mérite. D'un côté, il renvoie à un groupe professionnel qui est pourtant

---

\* Professeur à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information, IPSI, Université La Manouba Tunisie.

\*\* Politologue, Maître de conférences à l'École Supérieure de Journalisme et des Sciences de l'Information d'Alger (ENSJSI).

\*\*\* Sociologue, directeur de recherche au CNRS, Centre européen de sociologie et de science politique (CNRS/EHESS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

\*\*\*\* Professeur, École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information / directeur du laboratoire de recherche Médias, usages sociaux et communication / Musc.

1. Pour des exemples récents, voir Guaaybess, 2012 et Hadj-Moussa, 2015.

en pleine évolution, sous l'effet des transformations majeures de son environnement politique, social, etc. et des exigences économiques croissantes déterminant ses nouvelles conditions d'exercice. De l'autre, les évolutions technologiques et leurs usages diversifiés dans les entreprises médiatiques au Maghreb comme ailleurs tendent à induire de nouvelles pratiques professionnelles et spécialisations. Ce nouveau contexte, à la fois technique, financier, social, politique, culturel et cognitif, invite à considérer le journalisme à la fois comme un lieu d'observation et un point d'entrée privilégiés d'un questionnement sur le fonctionnement des espaces médiatiques au sens large : non seulement en tant que lieux de pratiques mais aussi en tant qu'univers où se jouent des luttes de représentations du monde social, sachant que ces enjeux ont été complètement reconfigurés par les révoltes intervenues dans plusieurs pays majoritairement de langue arabe, la Tunisie étant un bon exemple (Chouikha, 2015).

Ce dossier réunit des contributions venues d'horizons disciplinaires variés, proposées par différentes générations de chercheurs, et qui s'appuient systématiquement sur des études de terrain. Loin d'être exhaustif, il permet cependant d'esquisser une sociologie de la profession et de faire ressortir quelques traits saillants du fonctionnement des espaces journalistiques au Maghreb. Comme dans les dossiers qui l'ont précédé, cette entité géographique n'est bien évidemment pas conçue comme un espace déconnecté du monde. Il ferait plutôt figure de carrefour de questionnements permettant de dégager l'universalité de processus se déroulant aussi ailleurs.

## Des travaux rares et dispersés

Si l'étude du journalisme proprement dite occupe une place relativement faible dans les études en sciences humaines et sociales en langue française sur le Maghreb, la littérature plus large sur les médias dans la région permet d'apporter quelques éclairages. Celle-ci a été longtemps dominée par les travaux historiques et juridiques. En effet, la presse écrite dans ses rapports aux pouvoirs politiques à l'échelle du Maghreb (Muddathir, 1966 ; Souriau-Hoebrechts, 1975) ou de ses différents espaces nationaux<sup>2</sup> a fait l'objet de nombreux travaux d'histoire. De même, les recherches sur les régimes juridiques de la presse (par exemple Mollard, 1963) sont très utiles pour comprendre les transformations du journalisme avant et après les indépendances. À partir de la fin de la décennie 1980, le développement des recherches, notamment en information-communication entre la France, les pays francophones et ceux du Maghreb, a contribué à favoriser l'étude des espaces journalistiques nationaux et régionaux en langue française. Cependant, au-delà de recherches individuelles pionnières sur les journalistes, dont celles de deux des coordinateurs de cet ensemble (par exemple, Mostefaoui, 1989, 1992 et 1998 ; Chouikha, 1992 et 1995), et d'une littérature de témoignage<sup>3</sup> très utile, les entreprises collectives demeurent très rares. Parmi les exceptions, il y a les nombreuses contributions réunies par

2. Pour le Maroc : voir par exemple Aouchar, 1990 ; Baida, 1996 ; Berrada, 2003 ; Miège, 1954.

3. Dans le cas du Maroc, on peut se reporter utilement par exemple aux travaux suivants : Daoud, 2007 ; Alaoui, 2012 ; Bensmaïn, 2015.

Wolfgang S. Freund (1992) pour faire le point sur « l'information au Maghreb », mais aussi le travail inédit rassemblant une vingtaine de collègues, mené à la fin des années 1990, sur les « recompositions du champ médiatique dans l'Orient arabe » qui a donné lieu à deux restitutions (Bras et Chouikha, 2002 et Mermier, 2003). Celles-ci comportent quelques contributions centrées sur le Maghreb, qui occupe d'ailleurs une place très marginale dans l'étude des médias dans les deux zones auxquelles il est généralement rattaché : les pays majoritairement de langue arabe et/ou de confession musulmane ou les pays africains. Dans ces deux livres collectifs, Riadh Ferjani explique le rôle de l'État dans le champ télévisuel en Tunisie à travers « les paradoxes de l'internationalisation » et Jean-Philippe Bras restitue les politiques publiques en matière d'Internet en Tunisie. Mais le cœur des travaux sur l'Afrique du Nord porte ici sur les processus de réception et d'appropriation par les téléspectateurs des émissions télévisées (Ratiba Hadj-Moussa, Manuela Malchiodi et Larbi Chouikha).

Deux livres collectifs parus chez Actes Sud en 2009 (Mohsen-Finan ; Gonzalez-Quijano et Guaaybess) font également exception en rassemblant de courts chapitres où se mêlent chercheurs, experts, essayistes et journalistes pour restituer la situation des médias dans les mondes arabes et musulmans. Dans sa partie consacrée à « l'illusion de la liberté et de l'indépendance » des journalistes, le premier comporte quelques chapitres sur les cas algérien (Djafaar Saïd insiste sur les « entraves »), marocain (Mohamed El Ayadi et Driss Ksikes analysent la situation de la presse écrite) et tunisien (Larbi Chouikha étudie le cyberspace relativement autonome à travers l'exemple de Tunisnews). Le second ouvrage rassemble aussi quelques contributions sur le journalisme au Maghreb, tout particulièrement sur les nouveaux médias en Algérie (Belkacem Mostefaoui), ainsi que la télévision en Tunisie (Riadh Ferjani). Un numéro de la revue *Confluences Méditerranée* publié en 2007, qui décrit souvent de manière plus normative que scientifique les médias comme des vecteurs d'influence politique au Sud et à l'Est de la Méditerranée, accorde également une place au journalisme au Maghreb. Concernant la Tunisie, Noza Smati évoque ainsi un « paysage audiovisuel en mutation » et Rachid Khechana revient sur l'importance de l'État partisan. Le journaliste Kader Abderrahim montre lui comment la presse algérienne est un fort enjeu de pouvoir. *Horizons Maghrébins*, la seule revue ayant consacré un numéro spécifique aux médias au Maghreb (El Oifi et Smati, 2010), propose également à partir de brefs articles un état des lieux des transformations récentes des espaces médiatiques au Maghreb. Au-delà de réaliser des synthèses sur les configurations contemporaines en Algérie, en Tunisie, au Maroc et sur les régulations de ce secteur depuis les années 1990 au Maroc, l'originalité de l'ensemble tient notamment à deux articles sur la sociologie des journalistes : Mohammed El Oifi étudie la naissance d'une élite « diasporique », celle des journalistes du Maghreb dans les télévisions du Golfe, Agnès Levallois se penche sur ceux qui travaillent pour la version arabe de France 24. Enfin, et plus largement, si des revues francophones très généralement liées aux seules sciences de l'information et de la communication (*Communication, Les Enjeux de l'information et de la communication, Questions de communication, Réseaux et Tic & Société*) consacrent des articles aux journalistes au Maghreb, les articles proposés demeurent très dispersés. C'est pourquoi, non seulement ce numéro espère combler en partie cette lacune mais aussi susciter des recherches dans ce domaine important, ainsi que des débats et des réflexions avec et chez les professionnels de la production de l'information.

## Un terrain d'accès difficile et des problématiques imposées

Cette faiblesse de la recherche en sciences sociales sur le journalisme, qui est évoquée pour la Tunisie dans l'article de Larbi Chouikha à la fin de ce numéro, tient au moins à plusieurs facteurs qu'il faut souligner sans prétendre à une quelconque exhaustivité. Le premier est probablement la faible structuration de ce domaine, même si elle est très inégale selon les pays du Maghreb. Comme c'est le cas en France, l'étude des médias est considérée comme un objet qui est probablement insuffisamment noble et, de fait, celle-ci est relativement marginale dans les institutions d'enseignement et de recherche, à l'exception de quelques écoles publiques de journalisme, dont les directions sont plus ou moins soumises aux pouvoirs politiques, et des rares départements des sciences de l'information et de la communication. L'autonomie scientifique (même relative) des chercheurs n'est bien évidemment pas facile dans de telles conditions et certains exemples de marginalisation des collègues jugés trop « critiques » sont là pour en attester.

Le deuxième facteur très lié au premier est que, compte tenu de leurs enjeux politiques, économiques, qu'ils soient symboliques et/ou matériels, les recherches sur les médias, et encore plus sur le journalisme et la production de l'information, sont difficiles et risquées. Celles-ci peuvent susciter la méfiance des pouvoirs politiques notamment, quand elles montrent par exemple le décalage entre, d'un côté, les discours et les textes juridiques vantant les « progrès de la liberté d'informer » pour répondre aux évaluations internationales et, de l'autre, la réalité des pratiques. Ces constats ont été bien établis en Algérie (Mostefaoui, 2009 et 2013 ; Dris, 2012 et 2014) comme au Maroc (Hidass, 2007) et en Tunisie (Chouikha, 2007). Mais si les travaux sur le journalisme sont aussi délicats à mener, c'est parce que le terrain est souvent d'accès difficile. Il n'est pas rare que les enquêtés déclinent les demandes d'entretien (et encore davantage quand il s'agit de réaliser des observations *in situ* dans les rédactions) ou bien répondent positivement tout en tenant des discours convenus. De la même manière que dans les milieux journalistico-politiques des différents pays de la région, la crainte de voir chez l'enquêteur un agent des services de renseignement n'est jamais loin. L'accès aux données statistiques les plus élémentaires, notamment sur les propriétaires des médias, les statuts des structures ou sur l'organisation des rédactions, est un autre obstacle très important à l'analyse de l'économie (au sens large) des espaces journalistiques dans les pays du Maghreb, comme le montre la contribution de Belkacem Mostefaoui dans ce numéro.

Enfin, ces deux premiers facteurs ne font qu'aggraver le troisième, à savoir que l'espace académique des recherches sur les médias et le journalisme, dans la région comme ailleurs, est tout d'abord très largement dominé par les études de corpus de presse. En effet, sans négliger aucunement leurs nombreux apports, les analyses dites « internes », c'est-à-dire qui sont réalisées à partir des seules « revues de presse », présentent des limites désormais bien connues. La méconnaissance des caractéristiques des producteurs et de leurs conditions de production circonscrit le périmètre de l'analyse scientifique (Champagne, 1989 ; Marchetti, 2002). Ensuite, comme dans d'autres domaines d'investigation (Cohen, 2014), les travaux sur la production de l'information au Maghreb résultent de plus en plus d'expertises commandées par des organisations ou

des médias internationaux qui imposent des problématiques plus politiques et morales que scientifiques.

### Trois éclairages sur le journalisme au Maghreb

Les contributions de ce numéro proposent donc d'apporter des éclairages sur ces enjeux du journalisme en s'articulant autour de trois axes. Le premier s'attache à la reconstitution et à la description des processus institutionnels, économiques, politiques ou organisationnels permettant de comprendre le travail et la production des journalistes, c'est-à-dire de restituer les économies du journalisme dans deux espaces nationaux, l'Algérie et le Maroc. La deuxième entrée propose de montrer à travers plusieurs figures professionnelles (les journalistes-écrivains, les caricaturistes, les correspondants régionaux ou encore les journalistes traitant de la santé) comment les univers journalistiques au Maghreb comme ailleurs sont fortement liés aux relations qu'ils entretiennent avec différents espaces sociaux (économique, littéraire, politique, etc.). Enfin, un troisième volet porte sur les transformations des profils professionnels et des représentations de la profession, à travers deux terrains inédits : les télévisions privées et la presse en ligne en Algérie.

#### Les économies de la production de l'information

Le principe de ce numéro a été de lier autant que possible les logiques de production et de diffusion des *news* avec les contenus eux-mêmes. Au travers de l'analyse de la coproduction de l'information par les journalistes, c'est par conséquent toute une économie (très largement politique, économique et symbolique) des médias généralistes ou spécialisés que certaines contributions donnent à voir : dispositifs législatifs et réglementaires encadrant la profession, caractéristiques des modèles économique-politiques (audiences, publicités, aides étatiques, etc.), infrastructures matérielles, logiques de diffusion et de contrôle, etc. Si les pouvoirs d'État déclarent desserrer leur emprise pour répondre aux « attentes internationales », les « ouvertures » ne sont pas forcément toutes synonymes de « ruptures ». Les différents articles permettent par petites touches de mieux cerner les conditions sociales et historiques de production de l'information dans des contextes qui, selon les cas nationaux et les époques, renvoient à des formes d'autoritarisme démocratique, de démocratie autoritaire, de consensus affiché ou revendiqué ou bien encore d'expression de formes extrêmes de violence se réclamant de démarches politiques ou religieuses. L'idée est ici de rompre avec les analyses trop normatives et politiques qui tendent à homogénéiser les conditions d'exercice du journalisme dans les différents pays du Maghreb, notamment en les opposant à celles des « démocraties occidentales ».

La note synthétique et d'actualité de Belkacem Mostefaoui portant sur la régulation des journalistes et de leurs activités apporte un premier éclairage sur ces aspects en Algérie. L'auteur montre combien les « ouvertures » proclamées des autorités algériennes en faveur de la « liberté de la presse » et l'anomie apparente occultent un contrôle étroit de l'univers journalistique national sous de nombreux rapports. Par-delà l'opacité des données et l'explosion du nombre d'entreprises médiatiques, y compris celles autorisées à émettre depuis l'étranger, ce sont aussi la faiblesse des institutions existantes, l'arrêt des

projets de création d'institutions annoncés pourtant depuis plusieurs années ou encore de mécanismes de protection des professionnels, à l'égard de leurs sources comme de leurs employeurs, qui caractérisent la « régulation » de la profession par l'État algérien. De même, les organisations professionnelles sont largement sous contrôle en dépit de l'émergence de différents mouvements de contestation qui sont marginalisés. Belkacem Mostefaoui explique enfin de quelle manière ces contraintes pèsent fortement sur les conditions d'exercice des métiers du journalisme et, par conséquent, sur les contenus eux-mêmes.

L'article d'Ahmed Hidass fait écho à cette note d'actualité en rappelant également dans une perspective essentiellement juridique les modalités selon lesquelles l'État au Maroc régule l'espace médiatique depuis l'indépendance. Il étudie tout particulièrement le contrôle de la presse écrite à travers une série de dispositifs légaux permettant d'éviter le franchissement des « lignes rouges » (la monarchie, l'Islam et la souveraineté nationale) pour reprendre l'expression consacrée. L'auteur restitue l'histoire et le sens des textes sur la liberté d'expression et d'opinion (constitution, code de la presse et de l'édition, statut du journaliste professionnel, etc.) en rappelant au passage plusieurs « affaires » emblématiques de la censure pratiquée à l'égard des journalistes. Sa contribution permet également de dresser un utile et rapide état des caractéristiques contemporaines de la presse marocaine : un bilinguisme marqué par une forte domination des titres arabophones, des contenus essentiellement nationaux - la presse régionale y est peu développée -, un manque d'enquêtes, un fort contrôle étatique sur l'économie des titres comme sur les journalistes ainsi qu'une très faible diffusion au regard du nombre d'habitants.

L'article de Mohamed Naimi, intitulé « Liberté de presse au Maroc : l'évolution au regard de l'évaluation », prolonge l'analyse d'Ahmed Hidass en démontrant également les limites d'une « ouverture » concédée par la monarchie, dans le sillage des réformes de 2011 et sous les pressions internationales. L'auteur soutient l'hypothèse selon laquelle la pluralité du paysage médiatique n'est pas synonyme de diversification des contenus. De surcroît, la pratique journalistique au Maroc révèle un environnement moins répressif mais très contraignant : intimidation politiques pour les journalistes et boycotts financiers pour les organes de presse aux lignes éditoriales non conformes aux exigences du pouvoir exécutif.

L'enquête de Fatima Zohra Taiebi donne enfin un éclairage sur l'économie contemporaine de la production de l'information, en s'intéressant aux conditions d'émergence de la presse électronique depuis la décennie 2000. À partir d'une enquête par entretiens, l'auteure pointe ainsi les obstacles très concrets auxquels ses titres sont confrontés : un caractère réglementaire encore flou, un hébergement à l'étranger pour pallier les insécurités techniques et la censure politique, des modèles économiques difficiles à trouver, etc. Fatima Zohra Taiebi donne par ailleurs des pistes sur les caractéristiques dominantes des entreprises de la presse électronique algérienne : les rédactions sont concentrées à Alger, rassemblent généralement des effectifs de petite taille composés de jeunes journalistes sans formation professionnelle dont les salaires sont peu élevés, voire nuls dans certains cas. Enfin, les enquêtés critiquent une série de pratiques professionnelles : un journalisme « de bureau », un déficit d'enquêtes et de reportages ainsi qu'un poids croissant des réseaux sociaux dans la collecte de l'information.

### Des espaces professionnels diversifiés et à la croisée d'autres univers : politique, littéraire et artistique

La deuxième entrée du numéro vise non seulement à rendre compte de l'existence de différents pôles des espaces journalistiques nationaux au Maghreb pour rompre avec les propos généraux sur « le journalisme » mais aussi à expliquer comment ceux-ci ne peuvent être analysés sans les mettre en relation avec d'autres univers sociaux comme les espaces politique, littéraire, etc.

Le travail de Tristan Leperlier tente ainsi de cerner l'évolution du statut social de journaliste au sein du champ intellectuel algérien pendant la « décennie noire », c'est-à-dire les années 1990. Il observe les rapports de force au sein du champ intellectuel, et la position du journalisme en son sein. Plus précisément, l'auteur s'intéresse à l'existence ou non de hiérarchies de statuts entre journalistes, enseignants et universitaires, mais aussi à la concurrence entre écrivains et journalistes. Son terrain de recherche est la guerre civile où la question de la place de la culture comme mode d'expression politique s'est posée avec acuité. Dans un tout autre registre, Farida Souiah évoque le cas des caricaturistes, cette catégorie qui peine à se frayer un chemin dans le monde des journalistes. À travers les cas de Dilem et de Hic, elle tente d'analyser les ressorts de ce métier et les contraintes auxquelles les caricaturistes font face. En se focalisant sur les caricatures qui représentent le problème des *harragas*, les « brûleurs » de frontières, l'auteur tente de mettre en lumière une facette cachée du métier de caricaturiste, à savoir leur engagement politique et la posture critique qu'ils adoptent à l'égard des autorités politiques au sujet du traitement réservé à la question de l'émigration clandestine.

Travailler sous des contraintes multiformes est le lot quotidien des journalistes et des caricaturistes. Les correspondants régionaux, acteurs privilégiés de l'information de proximité, subissent également ces logiques, tout particulièrement dans un contexte politique dit de « transition ». C'est ce que Hamida El Bour analyse en évoquant le cas des correspondants régionaux tunisiens et les conditions de leur travail qui pèsent selon elle sur leur mode d'action ainsi que sur leurs méthodes de travail. À partir d'une comparaison entre les pratiques et les méthodes de travail des correspondants régionaux sous la dictature et dans le nouveau contexte de liberté de la presse en Tunisie, l'auteure esquisse également le profil dominant du correspondant régional en vue de saisir les logiques d'action des médias dans le traitement journalistique de l'information régionale et locale.

Enfin, si les pressions politiques ont longtemps marqué le travail des correspondants régionaux, Salaheddine Lemaizi complète ce tableau en évoquant les contraintes plus diffuses exercées par des groupes économiques et leurs stratégies en communication. L'analyse des processus de production de l'information médicale au Maroc en est une illustration. En s'appuyant sur des entretiens réalisés auprès de communicants et journalistes, l'auteur tente de cerner à la fois la dépendance de la presse médicale marocaine à l'égard de l'industrie pharmaceutique, le rôle central de ses communicants et surtout les rapports que ces derniers nouent avec les journalistes marocains spécialisés dans ce domaine.

## Un groupe professionnel en pleine transformation

Les études de cas de ce dossier entendent enfin permettre de s'interroger sur la sociologie très méconnue des professionnels et, du même coup, sur les enjeux autour des représentations sociales du journalisme. Ainsi, par exemple, la féminisation, le déclin relatif du journalisme partisan, le développement des médias spécialisés, le poids croissant de la langue arabe, la montée des nouvelles technologies dans l'activité des journalistes ou encore les transformations considérables des systèmes d'enseignement, etc. sont autant de phénomènes qui méritent d'être analysés finement pour comprendre les transformations des profils professionnels.

L'article proposé par Nabila Bouchaala sur les journalistes des télévisions privées algériennes donne à voir quelques transformations significatives de l'espace médiatique en Algérie, celui du média télévision. Une cinquantaine de télévisions commerciales ciblent les auditoires du pays depuis 2011/2012, en confrontation avec les cinq canaux de l'office de télévision étatique Entreprise publique de télévision (EPTV), plus connu sous le sigle ENTV. A-légales, ces télévisions *offshore* sont diffusées via satellite, et plutôt tolérées par les pouvoirs publics. Produit d'une enquête de terrain et nourri d'entretiens récemment réalisés avec les professionnels des chaînes de télévision privées, cet article est un des premiers dans le domaine. Ce terrain de recherche mouvant et récent est à plus d'un titre complexe : économie opaque des entreprises, nébuleuse des profils des journalistes, diversité extrême des capacités de coaching des éditeurs ; mais aussi nouvelles pratiques de réception de la télévision, dans un pays où le monopole d'Etat a fonctionné durant plus d'une cinquantaine d'années. La complexité et la nouveauté du corpus d'étude observé suscitera, espérons-le, d'autres études sur le sujet.

À partir d'une enquête par entretiens auprès d'un échantillon de journalistes et de responsables exerçant dans la presse électronique algérienne « mise en ligne » ou « née en ligne », Aissa Merah fait également découvrir, dans une autre perspective que celle de Fatima Zohra Taiebi, la sociologie d'un autre sous-espace journalistique. Au-delà du fait de dresser un état des lieux très général (explosion de l'offre, « ouverture très contrôlée » par les autorités, etc.), l'originalité de son travail est de porter l'accent sur plusieurs aspects méconnus, même si les résultats sur l'Algérie convergent avec ceux dressés dans d'autres contextes nationaux. L'auteur montre ainsi la faible professionnalisation des web-journalistes qui ne disposent d'ailleurs quasiment pas de carte d'identité professionnelle, le poids croissant des femmes, des moins de trente ans, des diplômés des SHS (sciences de l'information et de la communication, langues et économie), l'importance de l'engagement politique ainsi que la précarité des statuts notamment. En interrogeant une dizaine de cadres dirigeants de ces entreprises, l'auteur met également en évidence leurs principales attentes professionnelles à l'égard des web-journalistes, tout particulièrement la maîtrise des outils informatiques et la « polyvalence ».

Le numéro se referme sur une courte note de Larbi Chouikha permettant de poser des jalons pour comprendre l'état de la recherche actuelle dans le domaine des sciences de l'information et de la communication après les changements politiques qui ont affecté la Tunisie depuis le 14 janvier 2011. À la faveur de ces bouleversements, le délitement des schèmes cognitifs fondés sur les thèses étatistes, tutélaires, dominantes dans ce champ de la recherche

tend à favoriser l'éclosion des problématiques totalement inédites et originales. Mais le défi qui se pose aux chercheurs est de vouloir prospecter de nouveaux objets et terrains de recherche en explorant d'autres méthodes et paradigmes alors même que les pratiques et les schèmes qui ont toujours régi les médias et conditionné l'état de la recherche par le passé perdurent encore.

## Un chantier de recherches

Si l'appel à contributions pour ce numéro a suscité de nombreuses réponses, quelques points aveugles importants subsistent à l'issue de la sélection des articles. Le premier d'entre eux est la quasi-absence des logiques transnationales dans le fonctionnement des espaces journalistiques des pays du Maghreb. C'est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'univers de production et de diffusion des nouvelles très « transnationalisés », comme le montre l'importance historique des audiences des chaînes transnationales en langues arabe et française (Ferjani, 1995) et de l'économie du « piratage » des biens culturels venant d'ailleurs (Mattelart, 2011). Il aurait été également utile par exemple de disposer par exemple de contributions sur la position des journalistes maghrébins (El Oifi, 2010) travaillant dans les chaînes transnationales comme France 24, Al Jazeera, Al Arabiya, BBC, Sky News, etc. ou bien dans les agences transnationales d'information, notamment en langue arabe. De même, des travaux permettant d'appréhender les enjeux liés à l'investissement par des groupes étrangers des espaces médiatiques nationaux au Maghreb, à la diffusion des grands médias transnationaux étatiques, aux modèles concurrents d'excellence professionnelle étaient attendus. Cependant, l'article de Mohamed Naimi fait exception en analysant les conditions de production des évaluations réalisées par les organisations internationales en matière de « liberté de la presse », de « représentations des minorités » dans les médias au Maroc, notamment à travers la production de rapports annuels. Enfin, une autre dimension transnationale de l'étude du journalisme, qui est absente, tient dans le cas du pays du Maghreb à la part non négligeable des audiences provenant des émigrés et de leurs descendants (Azizi, 2014 ; Benchenna, 2014 ; Mattelart, 2014), comme on le voit dans le cas des consultations de certains sites électroniques d'information.

Un autre regret à propos des réponses à l'appel à communications est relatif à la faible présence des approches sociologiques analysant l'entrée, la socialisation et la carrière dans cet univers professionnel. Ainsi, compte tenu de l'« ouverture » des marchés nationaux de la formation professionnelle, même s'ils demeurent très restreints, les enquêtes portant plus précisément sur les trajectoires sociales des nouveaux entrants, leur féminisation, les formations au journalisme, l'évolution des cursus des enseignements au regard des transformations contemporaines (économique, politique, technologique, etc.) de l'activité journalistique mais aussi des méthodes de travail, des normes professionnelles transmises, auraient été bienvenues. De même, parce qu'elles sont aussi des lieux où l'identité professionnelle se forge, voire se défend, les organisations professionnelles (syndicats, associations, clubs, etc.) constituent souvent d'excellents laboratoires des luttes de définition du « bon » journalisme. Ce chantier reste donc ouvert et très important.

D'autres limites tiennent aux terrains d'investigation. Même si elles demeurent très contrôlées sous différentes formes, au moins en Algérie et au

Maroc, les conditions de l'activité journalistique dans les médias audiovisuels publics et privés, ainsi que dans les agences de presse officielles nationales, auraient également été des pistes de recherche très heuristiques. C'est tout l'intérêt de l'enquête de Nabila Aldjia Bouchaala sur les professionnels des télévisions privées algériennes, qui vient en partie combler cette lacune. Toutefois, l'explosion de l'offre de télévision et de radios au Maghreb, tout comme les transformations des agences d'État, restent encore des terrains quasiment vierges. Si la diffusion des sites d'information en ligne est en pleine croissance, les audiences des télévisions et des radios demeurent incomparablement plus grandes et font l'objet à ce titre d'enjeux considérables. On peut également formuler le même regret pour les médias spécialisés, seulement traités ici par Salaheddine Lemaizi à travers le cas de la presse pharmaceutique. Le développement de la presse économique et féminine, pour ne citer que ces deux cas emblématiques, figurent au rang des transformations importantes des champs journalistiques nationaux au Maghreb qu'il conviendrait de mieux comprendre. De même, la question des langues, notamment des dialectes amazighs (Mostefaoui, 2015), mériterait d'être développée.

Enfin, comme souvent dans les travaux sur le journalisme, l'analyse de cet univers professionnel est en partie fermée sur elle-même, sans voir que ce qui s'y passe est en partie le produit de facteurs externes tant il est faiblement autonome (Schlesinger, 1992). C'est vrai dans les pays du Maghreb comme ailleurs. Ainsi, en sortant du cadre strict de l'étude du fonctionnement des rédactions, on verrait par exemple la nécessité d'étudier non seulement les stratégies de communication des principales sources d'information des journalistes comme le fait Salaheddine Lemaizi, mais aussi et surtout les formes de censure économiques, politiques, religieuses, etc. qui pèsent sur elles. L'accès à l'information, tout particulièrement en Algérie et au Maroc, est en effet une des principales difficultés dans la production de l'information quotidienne. Le poids du journalisme d'opinion et « assis », la place importante des « rumeurs », les questions de la « fiabilité » des « sources », qui sont souvent mis en avant par les journalistes eux-mêmes, s'expliquent au moins en partie par des configurations singulières des champs nationaux du pouvoir.

## Bibliographie

- ANCER Ahmed, AHCÈNE-DJABALLAH Belkacem et MOSTEFAOUI Belkacem (dir.), 2014, *50 ans de médias algériens : histoire, réalités et défis de liberté d'expression. Actes de colloque*, Alger, Editions des Amis de Abdelhamid Benzine.
- ALAOUI Mustafa, 2012, *Le Journaliste et les trois rois*, Rabat-Paris, Casa Express Ed. et Magellan & Cie.
- AOUCHAR Amina. *La Presse marocaine dans la lutte pour l'indépendance (1933-1956)*, Mohammédia, Walladas, 1990.
- AZIZI Asmaa, 2016, « Presse des immigrés marocains: entre mobilisation politique et construction identitaire (1932-1985) », *Communication & langages*, n°187, p. 121-146.
- BAIDA Jamaâ, 1996, *La Presse marocaine d'expression française*, Casablanca, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Rabat.

- BENCHENNA Abdelfettah, 2014, « De la mobilisation identitaire à l'entreprise lucrative ? Le cas du portail d'information Yabiladi.com », in Tristan Mattelart, *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Mare & Martin.
- BENSMAIN Abdallah, 2015, *Alors l'information ? Les journalistes parlent du journalisme... et d'eux-mêmes*, Casablanca, Afrique Orient.
- BERRADA Mohamed Abderrahmane, 2003, *La presse écrite au Maroc. Distribution et diffusion*, Éditions Stouky.
- BRAS Jean-Philippe et CHOUIKHA Larbi (dir.), 2002, *Médias et technologies de communication au Maghreb et en Méditerranée. Mondialisation, redéploiements et « arts de faire »*, Tunis, IRMC.
- BRAHIMI Brahim, 1989, *Le pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie*, Paris, L'Harmattan.
- CHAMPAGNE Patrick, 1989, « La rupture avec les préconstructions spontanées ou savantes », in Champagne et al., *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, p. 163-220.
- CHOUIKHA Larbi, 2015, *La difficile transformation des médias*, Tunis, Éditions Finzi.
- CHOUIKHA Larbi et GOBE Éric, 2011, « La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali », *Tiers-Monde*, Hors-série, p. 219-226.
- CHOUIKHA Larbi, 2007, « L'audiovisuel en Tunisie : une libéralisation fondue dans le moule étatique », *L'Année du Maghreb*, n°II, p. 549-558.
- CHOUIKHA Larbi, 1995, « Propriétés et particularités du champ politico-journalistique en Tunisie », *NAQD*, n°8-9, p. 113-124.
- CHOUIKHA Larbi, 1992, « Étatisation et pratique journalistique », *Revue tunisienne de communication*, n°22, p. 37-46.
- COHEN Shana, 2014, « Neoliberalism and Academia in Morocco », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 41, n°1, p. 28-42.
- CONFLUENCES MÉDITERRANÉE, 2009, « Médias : stratégies d'influences », n°69.
- DAOUD Zakia, 2007, *Les Années Lamalif. 1958-1988 trente ans de journalisme au Maroc*, Naples, Tarik Ed. et Senso Unico.
- DELLA RATTA, SAKR N. ET SKOVGAARD-PETERSEN J. (dir.), 2015, *Arab Media Moguls*, London, IB Tauris.
- DRIS Cherif, 2014, « Les médias en Algérie : un espace en mutation », *Maghreb-Machrek*, vol. 3, n°221, p. 65-75.
- DRIS Cherif, 2012, « La nouvelle loi organique sur l'information de 2012 en Algérie : vers un ordre médiatique néo-autoritaire ? », *L'Année du Maghreb*, n°VIII, p. 303-320.
- EL OIFI Mohammed et SMATI Nozha (dir.), 2010, « Médias au Maghreb et en milieu migratoire », *Horizons Maghrébins*, n° 62.
- FERCHICHE Nessrine, 2011, *La liberté de la presse écrite dans l'ordre juridique algérien*, Paris, LGDJ.
- FERJANI Riadh et MATTELART Tristan, 2011, « Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu », *Médiamorphoses*, n°30.
- FERJANI Riadh, 2003, « Du rôle de l'État dans le champ télévisuel en Tunisie : les paradoxes de l'internationalisation », in Franck Mermier (dir.), *Mon-*

- dialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose, p. 153-165.
- FERJANI Riadh, 1995, *L'État et l'internationalisation de la télévision en Tunisie*, thèse de doctorat, Université Panthéon-Assas Paris II.
- FREUND Wolfgang S. (dir.), 1992, *L'information au Maghreb*, Paris, Cérès Productions.
- EL OIFI M., 2010, « Une sociologie des journalistes maghrébins dans le Golfe : naissance d'une élite "diasporique" », *Horizons Maghrébins*, n°62.
- GONZALEZ-QUIJANO Yves et GUAAYBESS Tourya (dir.), 2009, *Les Arabes parlent aux Arabes : la révolution de l'information dans le monde arabe*, Arles, Actes Sud.
- GUAAYBESS Tourya, 2012, *Les médias arabes : Confluences médiatiques et dynamique sociale*, Paris, CNRS éditions.
- HADJ-MOUSSA Ratiba, 2015, *La télévision par satellite au Maghreb et ses publics. Espaces de résistance, espaces critiques*, Grenoble, PUG.
- HIDASS Ahmed, 2007, « La régulation des médias audiovisuels au Maroc », *L'Année du Maghreb*, II, p. 539-547.
- LECOMTE Romain, 2013, « Au-delà du mythe de la « révolution 2.0 ». Le rôle des « médias sociaux » dans la révolte tunisienne », in Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des Révoltes arabes. Devenir Révolutionnaire*, Paris, Armand Colin.
- MARCHETTI Dominique, 2002, « Sociologie de la production de l'information », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n°1, p. 17-32.
- MATTELART Tristan (dir.), 2011, *Piratages audiovisuels. les voies souterraines de la mondialisation culturelle*, Bruxelles, De Boeck.
- MATTELART Tristan (dir.), 2014, *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Paris, Mare & Martin.
- MERMIER Franck (dir.), 2003, *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose, Maison de l'Orient et de la Méditerranée.
- MIÈGE Jean-Louis, 1954, « Journaux et Journalistes à Tanger », *Hespéris Tamuda*, 1<sup>er</sup>/2<sup>e</sup> trimestre, p. 190-228.
- MOLLARD Pierre-José, 1963, *Le régime juridique de la presse au Maroc*, Rabat-Paris Éditions La Porte et Librairie Médicis.
- MOHSEN-FINAN Khadija (dir.), 2009, *Les Médias en Méditerranée. Nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Arles, Actes Sud-MMSH.
- MOSTEFAOUI Belkacem (dir.), 2015, *Médias, communication, langues et langages : où en est tamazight ? Actes du colloque international d'Azazga*, Alger, Ed. Commissariat à l'Amazighité et Ministère de la Communication.
- MOSTEFAOUI Belkacem, 2013, *Médias et liberté d'expression en Algérie. Éléments d'analyse critique*, Alger, Éditions El Othmania.
- MOSTEFAOUI Belkacem, 2009, « Ouverture contrôlée : les nouveaux médias en Algérie », in Yves Gonzalez-Quijano et Tourya Guaaybess (dir.), *Les Arabes parlent aux Arabes. La révolution de l'information dans le monde arabe*, Arles, Actes Sud, p. 130-152.

- MOSTEFAOUI Belkacem, 1998, « Algérie : l'espace du débat médiatique. Conditions d'exercice du journalisme et réception des télévisions nationales et étrangères », *Réseaux*, n° 88/89, p. 153-188.
- MOSTEFAOUI Belkacem, 1992, « Professionnalisation et autonomie des Journalistes au Maghreb. Éléments de mise en situation des actions et conflits », *Réseaux*, vol. 10, n°51, p. 55-66.
- MOSTEFAOUI Belkacem, 1989, « Naissance du mouvement des journalistes algériens », *Mediaspouvoirs*, n°16, p. 51-57.
- MUDDATHIR Ahmad, 1966, *Die arabische Presse in den Maghreb-Staaten*, Hambourg, Deutsches Institut für Afrika-Forschung.
- SCHLESINGER Philip, 1992, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, vol. 10, n°51, p. 75-98.
- SOURIAU-HOEBRECHTS Christine, 1975, *La presse maghrébine. Libye-Tunisie-Maroc-Algérie*, Paris, CRESM-CNRS.